

Interview

Face à la crise financière : nationalisation et bouclier social

lundi 13 octobre 2008, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2008).

La crise économique qui secoue la planète donne l'occasion à « Rouge » d'ouvrir ses colonnes aux économistes progressistes. Cette semaine, Jean-Marie Harribey, coprésident d'Attac et professeur à l'université Bordeaux 4, analyse la réponse des gouvernements à la crise [1], tandis que Michel Husson, membre du conseil scientifique d'Attac, expose ci-dessous les propositions qu'il convient de mettre en avant.

Comment sortir du dilemme entre laisser plonger les banques, mais au risque d'aggraver la crise au détriment des salariés, ou les sauver en faisant payer le coût de ce sauvetage par ces mêmes salariés ?

Le seul moyen d'éviter ce dilemme serait une nationalisation intégrale des banques et des assurances. Il ne s'agit pas de surenchère, mais d'une réponse cohérente. Des « nationalisations », ils en font, mais elles se limitent à des prises de participation partielles et conçues comme provisoires. Ces injections d'argent public ne serviront qu'à accélérer les restructurations et en fin de compte à rétablir le profit des banques sur le dos des contribuables. Pour vraiment « ouvrir les livres de compte », consolider les créances croisées, faire le tri, ne pas se faire refourguer des titres pourris, empêcher les fuites, il faut placer l'ensemble des banques sous contrôle public.

Régulation : les repentis de la libéralisation n'ont plus que ce mot à la bouche. Mais les règles seront tournées comme elles l'ont toujours été si elles ne sont pas imposées directement. Il faut évidemment soutenir des mesures comme l'interdiction des paradis fiscaux mais on ne peut faire confiance aux autorités monétaires internationales pour réguler durablement la finance.

Cette nationalisation devrait déboucher sur la création d'un pôle financier public, parce que le crédit et l'assurance relèvent du service public. La crise a démontré que la finance privée conduit à la catastrophe sociale. Reste à réhabiliter l'idée d'un crédit public, ce qui suppose d'instaurer une gestion démocratique mettant le crédit au service des priorités sociales.

Peux-tu détailler ta proposition de « bouclier social » ?

Les travailleurs ne sont pas responsables de cette crise qui a été au contraire rendue possible par le détournement de richesse au bénéfice des rentiers. Il serait intolérable qu'ils paient les pots cassés, uniquement pour que les entreprises puissent continuer à verser des dividendes. L'idée de

« bouclier social » est un moyen d'affirmer cette exigence. Elle consiste à geler les dividendes à leur niveau actuel et à les transférer à un fonds de mutualisation. Ces sommes pourraient être utilisées, dans des proportions à discuter démocratiquement, au maintien du revenu des chômeurs et au financement de la Sécurité sociale, des budgets sociaux et des services publics : l'interdiction des dividendes financerait ainsi l'interdiction des licenciements, comme cela avait été proposé dans le livre *Supprimer les licenciements*. Les sommes potentiellement concernées sont de 90 milliards d'euros : c'est 5 % du Pib, soit exactement la même proportion que les 700 milliards de dollars prévus par le plan Paulson aux Etats-Unis.

Comment articuler ces propositions avec une bataille à plus long terme sur le salaire ?

Il faut prendre en tenailles les revenus financiers en les ponctionnant directement d'un côté, et en augmentant les salaires de l'autre. Dans l'immédiat, il faut mettre en avant l'idée de l'échelle mobile des salaires, autrement dit leur indexation sur les prix, de manière à défendre le pouvoir d'achat. C'est une mesure d'urgence minimale. On pourrait la préciser en proposant que l'on retire les aides publiques aux entreprises qui ne s'y conformeraient pas. Certes, ces aides publiques devraient être supprimées à terme mais ce dispositif aurait l'avantage de permettre un contrôle des salariés à qui reviendrait la fonction d'évaluer la progression du pouvoir d'achat.

La période qui s'ouvre avec la crise doit conduire à radicaliser les alternatives autour de la notion de contrôle sur la manière dont on éponge les effets de la crise. Il faut s'appuyer sur le sentiment d'injustice par rapport à des mesures qui n'ont d'autre but que de sauver la mise des responsables du désastre. Nationalisation et contrôle répondent à cette inquiétude et représentent en même temps des incursions dans la propriété privée qui peuvent donner un contenu anticapitaliste à la défense immédiate contre les effets de la crise.

P.-S.

* Publié sur le site de Michel Husson. Interview à paraître dans Rouge n°2270 du 16 octobre 2008. Propos recueillis par Raphaël Duffleaux.

Notes

[1] Voir : [« L'enjeu est de savoir qui va payer la crise »](#)